

Open Government Partnership

Le Partenariat pour le Gouvernement Ouvert:

Genèse, Principes, Fonctionnement, Impact.

Plan

1. Genèse

2. Principes

3. Fonctionnement

4. Impact

1. Genèse



Definition

Le Partenariat pour un gouvernement ouvert ("PGO", en anglais: *Open Government Partnership* ou "OGP") est un partenariat multilatéral visant à promouvoir un gouvernement ouvert, à savoir la transparence de l'action publique et son ouverture à de nouvelles formes de concertation et de collaboration avec la société civile, en faisant notamment levier sur le numérique et les nouvelles technologies.

Source: https://fr.wikipedia.org/wiki/Partenariat_pour_un_gouvernement_ouvert

1. Genèse



Barack Obama à New York le 20 sept 2011 au lancement officiel de l'OGP avec le 1er min norvégien, Dilma Rousseff, Benigno Aquino et Jacob Zuma. Il y avait huit pays fondateurs.• Crédits : MANDEL NGAN - AFP

1. Genèse

Le partenariat est inspiré par le discours du Président Obama; la Déclaration du Gouvernement Ouvert fut écrite et adoptée après son discours. Celle-ci entérine plusieurs grandes déclarations et conventions. (ci-dessous un extrait):

DÉCLARATION DU GOUVERNEMENT OUVERT

Septembre 2011

En tant que membres du Open Government Partnership, attachée aux principes énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, la Convention des Nations Unies contre la corruption et les autres instruments internationaux applicables relatifs aux droits de l'homme et à la bonne gouvernance: **Nous reconnaissons** que les peuples du monde entier exigent plus de transparence de la part du gouvernement. Ils appellent à une plus grande participation citoyenne aux affaires publiques et cherchent des moyens de rendre leurs gouvernements plus transparents, plus réactifs, plus responsables et plus efficaces.

Nous reconnaissons que les pays en sont à différents stades dans leurs efforts pour promouvoir la transparence du gouvernement et que chacun de nous adopte une approche cohérente avec ses priorités et circonstances nationales et les aspirations de ses citoyens.

NB: le Partenariat pour le Gouvernement Ouvert (PGO) n'est pas le Gouvernement Ouvert.

Le terme **«gouvernement ouvert»** est apparu aux États-Unis après la Seconde Guerre mondiale. Wallace Parks, qui a siégé au sein d'un sous-comité sur les informations gouvernementales créé par le Congrès américain, introduit ce terme dans son article de 1957 intitulé «Le principe de gouvernement ouvert: appliquer le droit de savoir en vertu de la Constitution». Après cela et après l'adoption de la Loi sur l'information (FOIA) en 1966, les tribunaux fédéraux ont commencé à utiliser ce terme comme synonyme de transparence gouvernementale.

Le PGO vise ainsi à promouvoir un Gouvernement Ouvert.

2. Les Principes

Dans un gouvernement ouvert, les dirigeants:

- Disent ce qu'ils font : Rendent accessible et de façon proactive et compréhensible, les informations sur ce qu'ils font ;
- Justifient leurs choix et les résultats qu'ils obtiennent : Pourquoi fait-on tel choix au lieu de tel autre ? Pourquoi avons vous atteint tel résultat ?
- Demande l'avis du citoyen : impliquer le citoyen dans la prise de décision à travers des mécanismes clairs
- Exploiter la puissance du numérique et de l'innovation

2. Les Principes

Les principes sont au nombre de 4



Participation civique Favoriser la participation officielle du public ou prendre des mesures à l'égard de l'environnement opérationnel rendant possible la participation dans l'espace civique. En voici des exemples: • prise de décisions ouverte à l'ensemble du public intéressé tout au long du cycle stratégique;





2. Les Principes

De ces 4 principes, il faut retenir que **l'engagement citoye**n dans tous les processus de prise de décision et de mise en œuvre des politiques publique est l'essence même du PGO.

« Nous devons regarder au-delà des urnes pour tenir la promesse des urnes. » – Sanjay Pradhan, CEO du PGO

3. Fonctionnement

3.1. Condition l'éligibilité

Les critère à prendre en compte sont: transparence budgétaire et fiscal, accès à l'information, divulgation du revenu et des avoirs des élus et responsables publics, participation et engagement des citoyens dans l'action publique. La combinaison de ces critères établit un score d'éligibilité chaque pays membres. Un pays doit remplir au moins 75 % de ces obligations pour pouvoir rejoindre le partenariat.

3.2. Plan d'action nationaux (Co-création & Co-implémentation)

Un pays qui adhère au partenariat élabore un plan d'action national biennal, comportant des engagements à mettre en œuvre par le gouvernement. L'élaboration (cocréation) de ce plan d'action est collaborative avec tous les acteurs (gouvernement, citoyens, société civile, syndicats, secteur privé, collectivités territoriales...

Le suivi de la mise en œuvre (Co-implémentation) du plan est assuré par un forum multi-intervenants comprenant les mêmes acteurs ci-dessus cités

3.3. Redevabilité - Évaluation

Le mécanisme de rapport indépendant (IRM) suit les progrès des membres du PGO, assurant la responsabilité publique de la mise en œuvre des engagements. Le suivi des progrès promeut une responsabilité forte entre les gouvernements membres et les citoyens.

3. Fonctionnement

3.4. Groupes de travail spécialisés au sein du Partenariat

Au sein du PGO nous avons plusieurs groupes de travail (GT) qui aident les pays membres dans la mise en œuvre de reformes spécifiques:

- GT sur la transparence fiscale;
- GT sur l'ouverture des données;
- GT sur l'ouverture en matière législative;
- GT sur l'accès à l'information;
- GT sur la transparence sur les ressources naturelles.

Ces différents groupes se penchent sur les domaines clés des engagements pris par les pays. En Outre, le partenariat dispose d'une unité d'appui et un mécanisme indépendant d'évaluation

3.5. Cadres d'échange et d'apprentissage

L'objectif central du partenariat est l'apprentissage des cadres de partage existent tels que: Les sommets mondiaux, le OpenGov Week, les sommet régionaux (PAGOF, Séminaire régional Afrique et Moyen Orient...), les conférences en ligne...

3. Fonctionnement

3.6. Forum Multi-acteurs au niveau du Burkina Faso

Pour assurer le pilotage du processus d'élaboration du plan d'actions national PGO, le rapport en conseil des ministres n°2017-040/MAEC-BE/CAB du 24 février 2017, a désigné le **Ministre de la fonction publique, du travail et de la protection sociale comme le Ministre en charge du Partenariat pour un gouvernement ouvert.**

Le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre du processus du Partenariat pour un gouvernement ouvert, prévoit un (01) organe de décision : le Conseil national de modernisation de l'administration et de la bonne gouvernance (CN-MABG). A cet organe décisionnel s'ajoutent deux (02) organes techniques : le Comité technique de suivi- évaluation de la mise en œuvre du PGO (Forum multi-acteurs) et le Secrétariat technique.

le Forum multi-acteurs PGO au Burkina Faso avec une composition égalitaire entre les représentants de l'administration et ceux de la société civile. Un arrêté du ministre en charge de la fonction publique, ministre PGO précise la composition et le fonctionnement de ce comité.

Au total, près de 4 000 engagements ont été pris dans le monde.

79 Pays sont membres (dont le Burkina Faso) + 20 Gouvernements locaux +

des milliers d'organisations de la société civile.







Des domaine divers ont été touchés à date et des millions de vies humaines impactées.











Gouvernance numérique

L'élargissement du rôle évolutif des outils numériques et des médias sociaux ...

Espace civique

Garantir le droit à la liberté d'expression, d'association et de paix ...

Justice

Un système de justice accessible aide les citoyens à trouver des solutions justes aux problèmes ...







De l'éducation

Les membres de l'OGP ont utilisé l'OGP pour aider les citoyens et les gouvernements à acquérir et à améliorer

Industries d'extraction

Les gouvernements gèrent souvent les ressources pétrolières, gazières et minérales au nom des citoyens.

Santé

Les gouvernements utilisent OGP pour construire des systèmes de santé plus solides grâce à l'open data ...

Et ce n'est que le debut!

Bilan de mise en œuvre des PANs

- Plan d'actions national : 2017-2019
 Il ressort de sa mise en œuvre que sur les treize (13) engagements pris, cinq (05) sont complètement achevés, sept (07) sont substantiellement mis en œuvre et un (01) n'a pas connu un début d'exécution.
- Plan d'actions national: 2019-2021
 Il compte 11 engagements avec 5 engagements achevés, 5 avec une mise en œuvre substantielle et un engagement limité. Le bilan est satisfaisant avec un taux d'exécution physique de plus de 80% malgré le contexte de la crise sanitaire et de l'insécurité

Du Kenya, au Ghana en passant par le Nigéria

Au Burkina aussi...

Cliquez ici

http://bit.ly/guide-pgo



Appel à l'engagement

Plus que l'engagement citoyen: L'inclusion

Le PGO c'est:

- Une opportunité pour les collectivités locales;
- Une opportunité pour les groupes marginalisés;
- Une opportunité pour les jeunes;
- Une opportunité pour les femmes;
- Une opportunité pour "Ne laisser personne pour compte"
 (Objectifs du Développement Durable)

Pour en savoir plus:

```
www.opengovpartnership.org
www.ogphub.org
info@opengovpartnership.org
```

Merci pour votre attention!